

# **Venezuela : « La préoccupation première de la population est d'obtenir de la nourriture et des médicaments »**

jeudi 18 mai 2017, par [DIVÈS Jean-Philippe](#), [PEREZ BORGES Stalin](#) (Date de rédaction antérieure : 30 août 2016).

**Entretien. À l'occasion de notre université d'été où il a présenté un exposé, nous nous sommes entretenus avec Stálin Pérez Borges, dirigeant syndical et militant révolutionnaire vénézuélien. Fondateur du PST (Parti socialiste des travailleurs) puis de Marea Socialista, Stálin anime aujourd'hui une nouvelle organisation appelée Luchas, Ligue unitaire chaviste socialiste.**

---

## **Jean-Philippe Divès - Le Venezuela traverse une crise économique et sociale très grave. Comment se manifeste-t-elle pour la population ?**

Stálin Pérez Borges - La majorité de la population n'a jamais connu une situation de ce type. Depuis le début de 2016, l'inflation cumulée dépasse les 160 %, la plus élevée au monde. Il y a une pénurie générale d'aliments, de médicaments, de produits d'hygiène et d'autres biens, qui donne lieu à une spéculation massive : ceux qui en ont la possibilité s'accaparent des produits de base dont le prix est régulé et les revendent dix fois plus cher. Pour faire face au problème, le gouvernement a lancé la formation dans tout le pays de Comités locaux d'approvisionnement et de production.

Le quotidien du Vénézuélien de base, ce sont des queues de six heures et plus afin de se procurer les produits de base indispensables, lorsque son tour vient en fonction du numéro de sa carte d'identité. La préoccupation première de la population est d'obtenir de la nourriture et des médicaments. Pour pouvoir subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille, de très nombreux travailleurs doivent occuper deux, voire trois emplois. À cela s'ajoute une explosion de la délinquance et donc de l'insécurité des personnes.

La responsabilité principale de cette catastrophe incombe indiscutablement à la gestion économique de ces dernières années, qui n'a pas modifié le modèle capitaliste de rente pétrolière, n'a pas prévu une situation comme celle d'aujourd'hui où le prix du pétrole a chuté de façon considérable, n'a pas engagé de transition vers une économie productive et garantissant l'autosuffisance alimentaire.

## **Peux-tu en dire un peu plus sur les facteurs déclencheurs de cette crise ?**

La crise économique a éclaté avec la chute des prix du pétrole. Ces 17 dernières années, sous Chávez puis sous Maduro, rien n'a été fait pour que l'économie du pays sorte de sa dépendance envers la rente pétrolière : c'est le même modèle qui reste en vigueur depuis 80 ans. 97 % des entrées de devises proviennent des exportations de pétrole, tout le pays en dépend. Chávez a certes procédé à une meilleure distribution de la rente pétrolière, en augmentant les dépenses sociales de

près de 70 %. Mais la bourgeoisie, l'ancienne et traditionnelle comme celle qui émerge dans et aux marges de l'appareil d'État (la « boli-bourgeoisie »), en a également largement profité.

Entre 2003 et 2013, les capitalistes ont reçu de l'État des devises à hauteur de 354 milliards de dollars pour pouvoir importer ce qu'ils voulaient (aliments, matières premières, pièces détachées...), le plus souvent sans remplir leur obligation légale de rendre des comptes détaillés. La même bourgeoisie qui a conspiré contre Chávez et le fait aujourd'hui contre Maduro a ainsi pu détourner des sommes fabuleuses. Elle s'est engraisée grâce à une surévaluation grossière de la monnaie nationale, le bolivar (qui débouche maintenant sur une dévaluation dramatique, avec un salaire minimum passé de plus de mille à quelques dizaines de dollars), et pratique aujourd'hui une « grève des investissements » dans le cadre des plans visant à obtenir le départ de Maduro.

### **Parle-nous de cette offensive de la droite...**

Les groupes politiques représentant la vieille bourgeoisie vénézuélienne se sont regroupés au sein de la MUD (Plateforme de l'unité démocratique), avec l'aide de gouvernements tels que ceux des États-Unis et de l'Espagne. Ils considèrent que le moment est venu d'en finir avec l'expérience chaviste, le « bolivarianisme ». Le gouvernement Obama fait pression à travers des gens tels que Luis Almagro, secrétaire général de l'OEA (Organisation des États américains), qui entendent imposer la tenue du référendum révocatoire, cela même si les conditions requises par la loi, dans le cadre du mécanisme très démocratique prévu par la Constitution bolivarienne, ne sont pas réunies. C'est une question de politique intérieure dans laquelle ni les États-Unis, Rajoy ou Almagro, ni l'OEA ni l'ONU n'ont à s'immiscer, encore moins en exerçant des pressions.

Ce qui se passe, c'est que la MUD paie le prix de ses erreurs. Après avoir obtenu sa victoire sans appel lors des élections législatives du 6 décembre 2015 (qui, sous un régime présidentiel, n'ont pas entraîné la chute du gouvernement), elle a cru que l'essentiel était fait et que Maduro ne tiendrait pas six mois. C'est pourquoi elle ne s'est pas vraiment occupée de réunir les signatures nécessaires au déclenchement du référendum révocatoire. Le président de l'Assemblée nationale se voyait déjà président de la République et il espère encore, mais il faudrait pour cela que le référendum se tienne avant la fin 2016. S'il a lieu en 2017 et que Maduro soit alors révoqué, c'est le vice-président - chaviste - du gouvernement qui lui succéderait.

Mais si la MUD s'est trompée après le 6 décembre, le gouvernement n'a pas non plus eu une lecture correcte de ces résultats, et poursuit les mêmes politiques qui y ont conduit. On ne mettra pas en échec la bourgeoisie avec des méthodes de chasse aux sorcières, comme cette annonce de licenciement des employés de l'État qui signeraient la demande de référendum révocatoire. La direction chaviste n'a pas compris que les temps du capitalisme d'État et de la rente pétrolière sont révolus. Elle n'a pas compris que son salut ne peut venir de mesures telles que le bradage scandaleux à des multinationales de l'Arc minier de l'Orénoque (AMO). C'est tout le contraire de ce qu'il faudrait faire.

### **Quelle est la situation du mouvement de masse, et quelle orientation y développez-vous ?**

Comme je l'ai dit, les travailleurs du rang passent l'essentiel de leur temps à se couper en quatre pour faire vivre leurs familles. Mais cela ne signifie pas qu'ils soient absents du terrain de la lutte des classes. Localement, des travailleurs employés en sous-traitance se mobilisent pour obtenir leur embauche en fixe dans les entreprises auxquelles ils vendent leur force de travail. On voit à nouveau surgir des syndicats dirigés par des travailleurs jeunes, dont de nombreuses femmes - un secteur vers lequel notre organisation s'oriente en priorité. Même la Centrale (officielle et majoritaire) bolivarienne et socialiste des travailleurs, CBST, vient de créer un secteur appelé Jeunesse ouvrière afin de répondre à ce processus.

Le mouvement syndical est confronté à deux tâches urgentes : mener la bataille en défense du pouvoir d'achat et, sur le plan de l'organisation, construire au sein de la CBST des fédérations régionales et de secteurs qui soient les plus indépendantes possibles de l'appareil national. Des conditions existent afin que la CBST joue un rôle dans le développement des luttes ainsi que de propositions authentiquement socialistes, pour un socialisme autogestionnaire et construit par en bas, dont les travailleurs soient eux-mêmes les acteurs, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent...

**Propos recueillis et traduits par Jean-Philippe Divès**

---

---

**P.-S.**

\* Hebdo L'Anticapitaliste - 348 (30/08/2016) :

<https://npa2009.org/idees/international/venezuela-la-preoccupation-premiere-de-la-population-est-dobtenir-de-la>